

TUHLIN, Joseph S. et Bernice ROMERO (dir.). *The Consolidation of Democracy in Latin America*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers, 1995, 192 p.

François Jubinville

Volume 27, Number 3, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703651ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703651ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jubinville, F. (1996). Review of [TUHLIN, Joseph S. et Bernice ROMERO (dir.). *The Consolidation of Democracy in Latin America*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers, 1995, 192 p.] *Études internationales*, 27(3), 709–711.
<https://doi.org/10.7202/703651ar>

The Consolidation of Democracy in Latin America.

TUCLIN, Joseph S. et Bernice ROMERO
(dir.). Boulder (Col.), Lynne Rienner
Publishers, 1995, 192 p.

Cet ouvrage, produit d'un colloque organisé par le *Woodrow Wilson International Center for Scholars*, traite du processus de démocratisation présentement en cours en Amérique latine. Constatant que la plupart des pays de la région sont actuellement gouvernés par des dirigeants élus, les auteurs s'interrogent sur la viabilité des nouveaux régimes démocratiques dans la région. La pertinence de leur questionnement découle du fait que, comme l'histoire l'a démontré, de simples élections libres ne constituent ni une condition suffisante pour que s'enclenche un processus de démocratisation, ni un rempart contre un retour à l'autoritarisme. La consolidation de la démocratie en Amérique latine repose non seulement sur l'adoption, par les États, de la mécanique démocratique, mais aussi sur le partage des valeurs démocratiques par l'ensemble des acteurs sociaux et sur la capacité de ces nouveaux régimes à pallier les inégalités socio-économiques produites par la crise économique des années quatre-vingt.

La première partie, qui est signée Philippe C. Schmitter, présente un cadre théorique pouvant servir à l'étude des processus de démocratisation. Quoiqu'encore à l'état embryonnaire, la *consolidologie* s'articule autour d'un certain nombre de propositions relatives aux conditions qui assurent la stabilité de régimes issus de processus de transition. Selon Schmitter, la démocratie n'est ni iné-

vitabile, ni irrévocable. Et même si elle apparaît comme «le seul modèle légitime de domination politique», la démocratie peut exister sous une diversité de formes. La démocratie est un choix, conclut l'auteur, et non une nécessité historique. Elle doit être promue et renforcée continuellement parce que l'égalité politique formelle qu'elle établit entre les citoyens est remise en question quotidiennement par les inégalités du système socio-économique dans lequel elle s'inscrit.

La deuxième section examine les défis d'ordre institutionnel que doivent relever les pays de la région pour assurer le succès de leur entreprise. Dans un premier temps, Edelberto Torres Rivas propose une lecture latino-américaine du concept de «bon gouvernement». Selon lui, les gouvernements de la région font face à un grave problème de légitimité publique; celle-ci doit être restaurée non seulement par la tenue d'élections libres, mais aussi par des mesures concrètes visant à promouvoir la participation de tous les citoyens dans la vie politique et à corriger les injustices sociales et économiques. Susan Stokes affirme, dans un deuxième temps, qu'il y a de sérieuses limites à l'exercice de la souveraineté populaire en démocratie. Dans le cas de nombreux pays d'Amérique latine, la dépendance face aux créanciers étrangers a pour effet de réduire l'éventail des possibilités en matière de politique économique. Troisièmement, Elizabeth Jelin examine le rôle qu'ont à jouer les citoyens eux-mêmes dans la consolidation des régimes démocratiques. Selon elle, le succès d'un tel processus dépend du niveau d'attachement des citoyens aux valeurs démocratiques et,

par extension, de la capacité des organisations intermédiaires à promouvoir des rapports démocratiques entre gouvernants et gouvernés.

La troisième section aborde la problématique des réformes économiques qui accompagnent l'actuel processus de démocratisation en Amérique latine. Premièrement, Moisés Naím identifie quatre «déficits» (social, institutionnel, démocratique, et financier) que devront combler les gouvernements de la région dans leur recherche d'un nouvel équilibre socio-économique. Il conclut à l'urgence d'une plus grande compétitivité économique, que devrait rendre possible l'intégration commerciale des pays de la région. Deuxièmement, Osvaldo Sunkel trace un bilan (très rapide) des grandes politiques économiques qui ont marqué le développement de l'Amérique latine depuis les années quarante. Son analyse montre que les politiques néolibérales de la dernière décennie ont creusé un immense fossé entre classes sociales et que les gouvernements devraient, dans la période actuelle, opter pour une approche plus douce qui soit de nature non seulement à relancer les économies nationales, mais aussi à réparer les torts du passé.

La quatrième partie examine le rôle que sont appelées à jouer les nouvelles démocraties latino-américaines sur la scène internationale. Un premier texte, de Juan Gabriel Valdes, constate qu'il s'est opéré un changement d'ordre paradigmatique dans le rapport qu'entretient l'Amérique latine à l'économie mondiale. Longtemps isolationnistes et protectionnistes, les pays de la région considèrent aujourd'hui que leur dévelop-

pement passe davantage par une meilleure insertion dans l'économie internationale que par une quelconque affirmation d'indépendance. Mais, faisant écho aux propos d'Osvaldo Sunkel, l'auteur exprime tout de même de sérieux doutes quant à la capacité des politiques néolibérales à offrir des perspectives de développement qui soient en harmonie avec les objectifs de justice sociale qui président au processus de démocratisation. Le deuxième texte de cette dernière section, que signe le directeur de l'ouvrage, traite de l'évolution récente de la politique américaine à l'égard de l'Amérique latine. Il constate qu'à l'issue de la guerre froide, l'Amérique latine n'est plus au centre des préoccupations stratégiques de Washington. Bien que les États-Unis demeurent la seule puissance hégémonique de l'hémisphère, cette nouvelle situation constitue pour la région l'occasion d'exercer une plus grande autonomie dans la définition de son rôle au sein de la communauté internationale. L'initiative «Enterprise for the Americas» est aussi de nature à donner un nouvel élan aux divers projets d'intégration économique et politique présentement en voie de réalisation dans la région.

Somme toute, un ouvrage intéressant tant pour l'expert que pour l'étudiant des affaires latino-américaines. Bien qu'inégal, le livre soulève une foule de questionnements et ouvre la voie à de nombreuses avenues de recherche sur les plans à la fois théorique et empirique. Il montre, en tout cas, que la pensée de gauche est encore très vivante en Amérique latine et qu'elle est plus que jamais nécessaire pour faire face aux défis que

représentent la démocratisation et la mondialisation pour les pays du continent.

François JUBINVILLE

*Diplômé de la maîtrise en science politique
Université Laval*

ÉTATS-UNIS

Les États-Unis et leur arrière-cour.

ARTAUD, Denise. Paris, Hachette, 1995, 602 p.

L'auteur est bien connu. Spécialiste des relations internationales et plus particulièrement de la politique extérieure des États-Unis, directeur de recherche au CNRS, D. Artaud a consacré déjà deux ouvrages qui font autorité au continent américain : *La fin de l'innocence. Les États-Unis de Wilson à Reagan*, paru en 1985 et *L'Amérique en crise – Roosevelt et le New-Deal*, en 1987.

Les États-Unis et leur «arrière-cour», c'est-à-dire l'Amérique centrale et les Caraïbes constituent pour Washington ce que l'auteur appelle avec pertinence la «défense de la troisième frontière». C'est dans cet espace, en effet, que la fameuse doctrine Monroe formulée en 1823 s'est appliquée historiquement avec le plus de constance et de vigueur. Les intérêts politiques, économiques, stratégiques américains dans cette région sensible y sont aussi nombreux qu'importants. De la stabilité de cette zone dépend directement la sécurité de l'artère vitale du canal de Panama et des communications entre l'Atlantique et les grands ports du Texas.

Longtemps chasse gardée de l'Amérique, cette «arrière-cour», pen-

dant la guerre froide, avait connu une certaine déstabilisation dans les années 60, d'abord avec l'installation à La Havane du régime marxiste-léniniste de Fidel Castro, toujours au pouvoir en 1996, puis dans les années 80 ensuite avec la révolution sandiniste du régime de Daniel Ortega au Nicaragua. Au-delà de l'Amérique centrale, la présence de l'Amérique latine – du cône latino-américain – n'est pas sans intérêt non plus pour la Maison-Blanche. Les crises, les conflits, les guerres civiles n'ont pas manqué dans cet espace géopolitique sous contrôle américain et les interventions de Washington non plus pour soutenir ou éliminer tel ou tel gouvernement hostile ou dangereux.

La structure de cet important ouvrage, remarquable de clarté et de synthèse, s'organise autour des trois parties suivantes : I. Mythes et réalités de la doctrine de Monroe (104 p.); II. Les États-Unis condamnés à la répétition (206 p.); III. Faire la guerre ou donner ses chances à la paix (243 p.).

D. Artaud souligne d'abord les ambiguïtés de la doctrine énoncée en 1823 et déjà mentionnée dans le testament de G. Washington : «L'Europe aux Européens, l'Amérique aux Américains». Elle fut mise à l'épreuve très tôt dans les deux Amériques. La situation de Cuba et la crise des missiles d'octobre 1962 donnent lieu à un intéressant chapitre : «Fidel Castro ou l'éclipse de la doctrine Monroe». Dans la deuxième partie sont abordés, d'une part, le statut de l'Amérique latine entre l'Est et l'Ouest et la nouvelle corrélation des forces (1962-1979) après la crise cubaine et avant le tournant de 1979; d'autre part, la révolution de Managua au Nicaragua en 1979 avec